



RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING DE PROTECTION

MOIS DE SEPTEMBRE 2017

Diffa, Niger

I- APERCU DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION DANS LA REGION DE DIFFA

La situation de protection et sécuritaire dans la région de Diffa a été caractérisé par un calme précaire pendant le mois de septembre 2017. Cette précarité s'expliquerait par l'activisme des éléments de la secte Boko Haram par une succession d'attaques, des incursions, accompagnés de plusieurs exactions commises dans les communes de Nguigmi, Kablewa, Gueskerou, Maine Soroa, Diffa, Bosso, Toumour majoritairement dans la première quinzaine du mois de Septembre. Cette situation de protection et sécuritaire en combinaison avec d'autres barrières liées à l'accès aux services sociaux de base comme les champs de culture situés au bord de la Komadougou qui ont conduit à la violation de 57 incidents de protection rapportés par les différentes sources avec une légère augmentation de 8% par rapport au mois d'aout.

Les problèmes de protection les plus fréquents sont entre autres les meurtres/ assassinats, les enlèvements, pillages/vols de biens de la population civile. Aux problèmes de protection s'ajoutent des mouvements des déplacements internes de la population d'environ 546 ménages de 2877 personnes soit pour des raisons préventives de sécurité ou des menaces à répétitions. Les personnes déplacées ce sont installées dans les familles d'accueils et d'autres sur les sites.

Ces déplacements et dommages subis par ces populations ont malheureusement exacerbé les conditions de vie précarité dans lesquelles ces populations vivaient déjà.

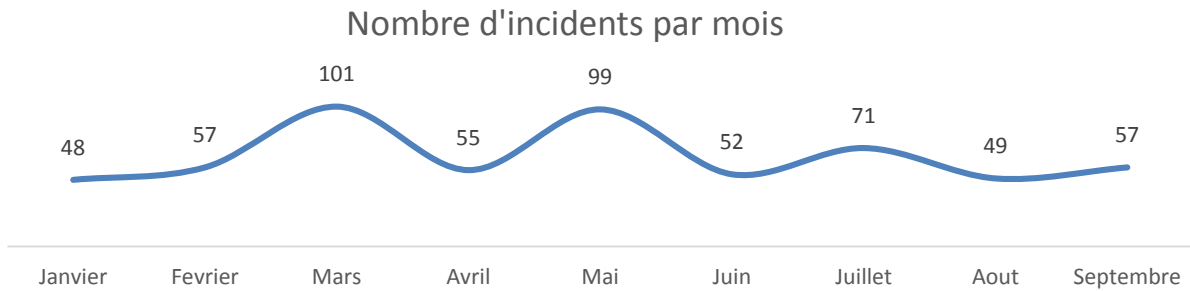
En plus de mouvement de population décrit ci-haut, il est important de rapporté que la partie Sud/Est de Mainé Soroa, la commune de Nguigmi et de Gueskerou ont été particulièrement affectées par des cas des enlèvements et assassinat. Parmi les personnes enlevées (hommes), une personne aurait été relâchée dans la commune de Maine Soroa et cinq autres seraient encore dans les mains de ravisseurs.

Suite aux infiltrations et aux différentes incursions, menaces et attaques de la communauté, enlèvements de personnes, vols et pillages enregistrés dans les différentes communes, 41 sites/villages des communes de Gueskerou, Toumour et Bosso sont suspendu des activités agricoles pour des raisons sécuritaires. Cette décision crée des frustrations au sein de la communauté car les cultures ont commencé et des dépenses sont engagées. La société civile fait des démarches auprès du gouvernement pour que les cultivateurs soient remboursés.

Dans la même zone, il est également rapporté qu'un groupe de six jeunes auraient regagné les insurgés au niveau des villages de Matari au Nigeria et Abbari, situés à moins de 20 km au Sud Est de Mainé Soroa.

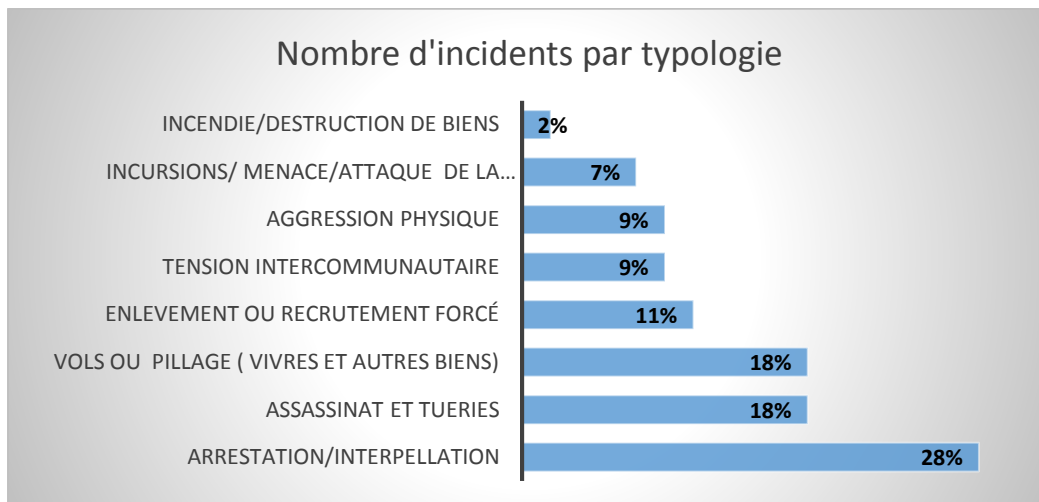
II- Analyse des tendances de protection

Graphique 1 : Tendance mensuelle des incidents de janvier à septembre 2017



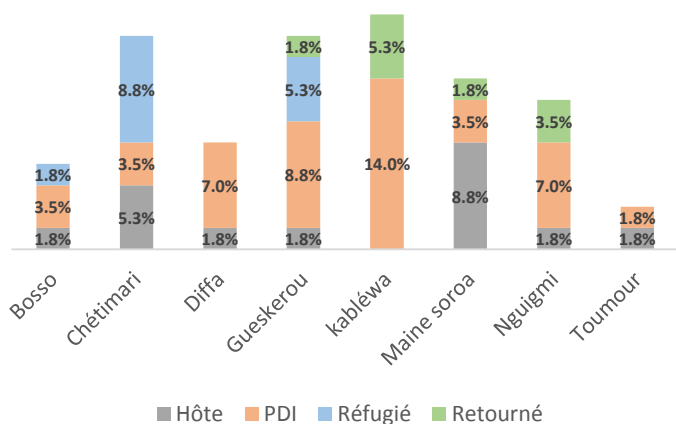
Ce graphique montre une évolution des incidents de protection en dents de scie. Cette situation est étroitement liée aux aspects sécuritaires (opérations de la force multinationale, riposte des FDS/FMN suite aux incursions et attaques) et climatiques. Les mois de grandes sécheresses, avec la décrue de la Komadougou, les incidents sécuritaires se sont multipliés entraînant des mouvements de population. Tandis qu'en saison pluvieuse une légère baisse des incidents est constatée (période de jeun, la remontée de la rivière Komadougou, accessibilité difficile) avec une moyenne de 65 incidents par mois.

Graphique 2 : Répartition des incidents du mois de septembre selon le type d'incident

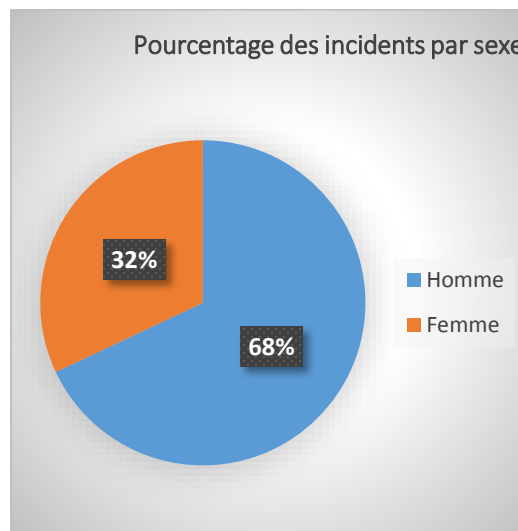


Commentaires: En faisant la lecture de ce graphique, il est important de constater que les cas des violations du droit à la liberté (39%), à la vie et à l'intégrité physique (27%) sont les plus élevées, suivi des violations du droit à la propriété 20%. Les incidents enregistrés ce mois sont rapportés à 34% par les points focaux, les membres des comités de protection 21%, les membres des structures communautaires 23% et par d'autres sources 22%.

Incidents par communes et statuts



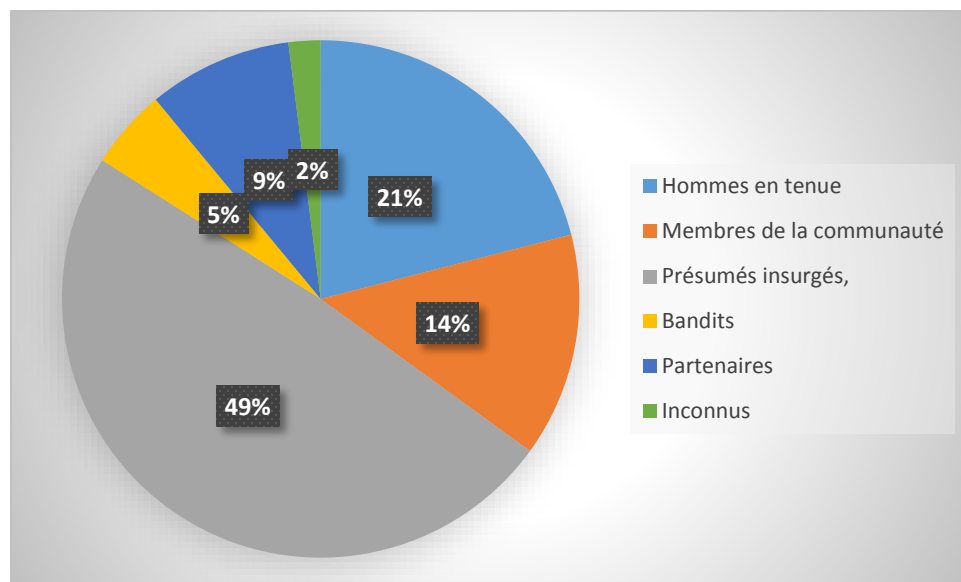
Pourcentage des incidents par sexe



Parmi le nombre total des victimes, 32% sont des femmes et 68% des hommes majoritairement dans les communes de Toumour, Kablewa et Kindjandi. Par rapport à l'âge des victimes, les incidents ont touché directement à 92 % les personnes de 18-59 ans et 8% les enfants de 0-17 ans (cas d'enlèvement et agression physique).

Les catégories de personnes touchées sont en majorité des personnes déplacées internes 45%, suivi des réfugiés 26%, de la population hôte 19% et les retournés 10%.

Profil des auteurs présumés



S'agissant des présumés auteurs, 49% des incidents auraient été perpétrés par des présumés insurgés, 21% par certains éléments FDS, 14% par les membres de la communauté, 9% par les partenaires/époux des victimes, 5% par des bandits et 2% par des inconnus.

Analyse des incidents par commune

Les communes les plus affectées sont : Kablewa 19%, Gueskerou 18 %, Maine Soroa 14%, Chetimari 18%, Nguigmi 12%. Le tableau ci-dessous montre une augmentation des incidents dans les 8 communes.

Communes	Nombre d'incidents	% sur le total	Comparaison avec le mois précédent
Bosso	4	7%	↑50%
Chétimari	10	18%	↑40%
Diffa	5	9%	↑40%
Gueskerou	10	18%	↑50%
kabléwa	11	19%	↑55%
Maine soroa	8	14%	↑75%
Nguigmi	7	12%	↑71%
Toumour	2	4%	0%

L'identification, orientation, référencement et suivi communautaires des cas de protection par les comités de protection ont été réalisés sur les sites et villages. Au total 25 personnes a besoins spécifiques composees de 6 femmes enceintes à risque, 9 personnes présentant des conditions médicale sérieuse, 3 enfants orphelin a risque d'exploitation, 7 personnes âgées seuls ont été référés aux centre de santé et partenaires de protection pour prise en charge.

III- Mouvement de population :

Les mouvements de population observés ce mois ont été en majorité des déplacements préventifs pour des raisons sécuritaires suite aux incursions, attaques, assassinats, et enlèvements. Au total 546 ménages de 2877 personnes ont effectués des déplacements internes des sites de (Koutou 1, Kadjidja, Kimégana, Baram Koura, Toumour, Korillam, Mombio, Bagué, N'Galewa, Gagam et Kolomanga) pour s'installer sur les sites de Mombio, Garana, Lari, Koutou 2, Galari, Foulatari et Kindjandi dans les communes de Toumour, Nguigmi, Kablewa et Gueskerou.

D'autres mouvements ont été induits par les FDS au niveau des villages de Bandi (commune de Gueskerou), Boye et Tchassala dans la commune de Bosso pour des raisons sécuritaires.

Ces mouvements de population contribuent à fragiliser ces sites d'accueil en termes de cohabitation entre les communautés, d'accès à l'eau, l'accès aux vivres, aux espaces agropastoraux. Suite à ces mouvements de population, trois évaluations multisectorielles (MSA) et cinq évaluations rapides de protection ont été réalisées dans ces localités. Des assistances ont été fournies en kits NFIs/Abris, en assistances matérielles ponctuelles pour des cas de protection.

Outre les raisons sécuritaires des déplacements pendulaires transfrontaliers vers le Nigeria et des déplacements secondaires inter-sites, ont été observés ceux –ci pour renforcer les moyens de subsistance et la recherche d'opportunités économiques. Notons qu'environ 1700 réfugiés sont revenus de Damasak au cours du mois de septembre pour rendre visite à leurs familles et d'autres pour des activités commerciales.

Suite aux alertes partagées par les moniteurs et points déployés dans différents villages, 15 missions de monitoring ont été réalisées par les équipes d'UNHCR, IRC et DRC sur les sites des différentes communes suivies des réponses et formulations des recommandations sectorielles en fonction des gaps identifiés.

IV- PREVENTION ET REPONSE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

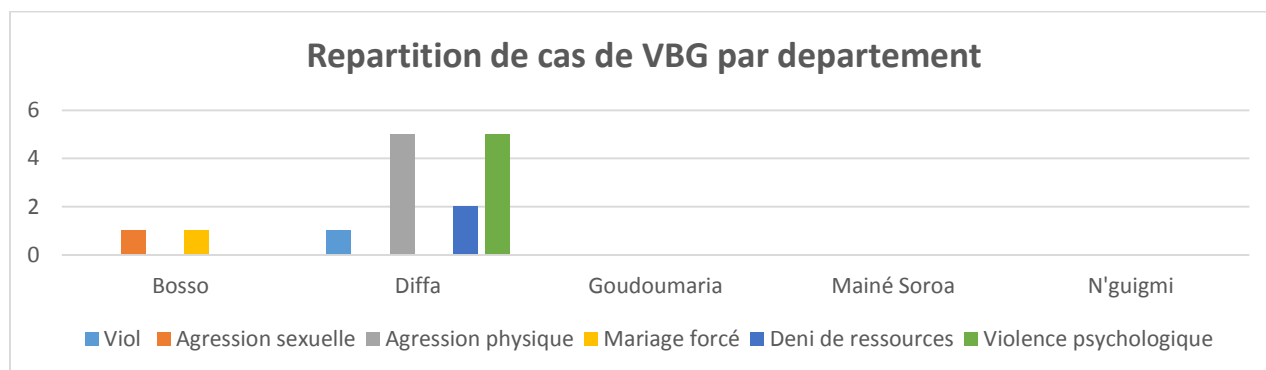
a- Activités de prévention

Des séances de sensibilisation sur l'identification des cas de protection, la prévention des risques de protection, la cohabitation pacifique entre les communautés, l'orientation des cas vers les comités de protection et autres structures communautaires ont été réalisées sur 12 sites des communes de Diffa, Gueskerou et Kablewa. Au total 2242 personnes ont été touchées parmi lesquels 653 hommes, 1048 femmes, 282 garçons et 259 filles.

b- Activités de réponse

Durant le mois de septembre 20 nouveaux cas de violence basée sur le genre ont été identifiés (toutes des femmes et filles) dont 5 cas d'agression physique, 5 cas de violence émotionnelle, 1 cas de viol (une mineure de 4 ans), 1 cas d'agression sexuelle, 5 cas de déni de ressources, 1 cas de mariage forcé et 2 cas de mariage précoce (ces jeunes filles ont été abandonnées par leurs époux alors qu'elles étaient enceintes).

Ces cas sont essentiellement répartis dans 3 communes dont 13 cas à Diffa, 2 cas à Bosso et 5 cas à Nguigmi, tous ces cas ont été rapportés et documentés, ils ont également reçu un soutien psychosocial approprié. En faisant l'analyse de la situation, il sied de signaler que la commune de Diffa reste la plus affectée pendant cette période de référence. Il est important de renforcer la stratégie de prévention dans cette région.



V- PROTECTION DE L'ENFANCE

a- Prévention

Le sous-comité de protection de l'enfant a animé les campagnes de sensibilisation portées sur les thèmes : la négligence, l'importance de l'éducation parentale, les avantages de la scolarisation, l'enregistrement des enfants à la naissance. Au total 2336 personnes dont 707 femmes, 512 hommes, 591 filles et 526 garçons ont été sensibilisées.

b- Réponse

L'équipe protection de l'enfant du partenaire IRC a identifié et documenté dans les zones de Diffa, Assaga, N'Goui, 10 nouveaux enfants à risque dont 6 filles orphelines, 1 garçon EAFGA (10 ans) à Gagamari, 1 garçon ENA et 2 garçons orphelins. Tous ces cas sont suivis pour répondre aux besoins identifiés.

VI- Renforcement des capacités

Cinq sessions de formation et recyclage ont été organisés à l'endroit de 29 points focaux de protection de la commune de Diffa et 167 membres des structures communautaires de Garin Wanzam, Diffa, Toumour et Assaga. Les thématiques abordées sont notamment les concepts de base sur la protection générale, l'identification et la protection des personnes à besoin spécifique, la protection de l'enfance, les notions de VBG et le référencement des cas de protection. Une session de renforcement de capacité de 15 moniteurs de protection de DRC (6 femmes et 9

hommes) a été réalisée a Diffa sur les thématiques suivantes : les causes, formes et conséquences du VBG, les actions de prévention ainsi que les techniques et stratégies de communication et enfin les étapes de la gestion des cas.

VII- Besoins humanitaires de protection et d'assistance

Les besoins prioritaires exprimés par les populations lors des missions de monitoring restent la sécurité dans les sites et villages, l'accès aux services sanitaires à cause du manque de moyen pour accéder aux soins, et parfois la distance pour accéder au centre de santé le plus proche, l'assistance alimentaire.

VIII- PRINCIPAUX DEFIS ET RECOMMANDATIONS

a- Défis

- L'insécurité reste le défi majeur dans les localités, villages et site à causes des récurrentes attaques
- L'assistance en vivre notamment à travers les rations alimentaires demeurent un besoin de plus en plus exprimé par les populations.

Recommandations	Responsables
Renforcer le suivi des mouvements de population et l'alerte précoce en cas d'incident de protection	Moniteurs
Encourager les autorités à reprendre les sensibilisations sur les risques des enrôlements des jeunes dans le groupe arme	MAH/GC DRPE
Renforcer les sensibilisations pour réduire les accouchements à domicile sur les sites et plaider pour le renforcement des cliniques mobiles dans les zones éloignées des structures de santé (commune de Nguigmi)	Partenaires de sante
Plaider auprès des partenaires SGBG afin de renforcer les activités de prévention sur les conséquences particulièrement dans la commune de Diffa qui a eu le nombre de cas le plus élevé au cours de ce mois	Partenaires en charge des VBG
Continuer le plaidoyer pour une assistance aux filles et aux femmes pratiquant le sexe de survie et renforcer les sensibilisation sur les IST/VIH (Nguigmi, Kindjandi, Gagamari.)	Partenaires/ST SGBV
Travailler avec les équipes Monitoring de protection, Moniteur du partenaire ANDDH pour améliorer le système de collecte de données Monitoring de protection, analyse des tendances et circuit de partage des informations.	IRC, DRC, UNHCR
Améliorer le processus d'identification des cas de protection individuels et de personnes a besoin spécifiques	Acteurs de protection
Sensibiliser la communauté sur la prévention des risques d'incendie	Acteurs de protection